



Déclaration

Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT

La démagogie financière dont font part la plupart des dirigeants de nos équipementiers multinationaux du secteur automobile est inacceptable, dangereuse pour l'avenir de nos industries et ses emplois.

La crise, terme martelé chaque jour, devient de plus en plus clairement un paravent, voire un accélérateur de projets patronaux vers une stratégie de repositionnements industriels et géographiques engageant l'avenir, le devenir des industries, de leurs emplois et bassins d'emplois.

Halte à la propagande mensongère !

- **Propagande mensongère** que de présenter la fermeture de KLEBER à Toul comme la conséquence de la crise, alors que MICHELIN l'a décidée il y a plus d'un an par ses choix de délocalisation industrielle.
- **Propagande mensongère** que de présenter le « chômage partiel » comme la seule conséquence de la crise, alors qu'il s'agit essentiellement de préserver, voire améliorer, les résultats financiers de fin d'année des entreprises.

Partout, les équipementiers masquent leurs responsabilités derrière les constructeurs automobiles pour justifier le chômage partiel. Quasiment toutes les usines MICHELIN sont mises en chômage alors que les constructeurs (première monte) ne représentent que 15 % du chiffre d'affaires du groupe.

Autre leader du caoutchouc industriel national, HUTCHINSON, qui entend, non seulement maintenir, mais réduire au strict minimum ses stocks de fin d'année pour améliorer ses ratios de rentabilité. HUTCHINSON qui profite de la crise pour acheter 3 usines en octobre 2008 au travers de 2 sociétés : Société GERBER (USA), 130 millions de dollars de chiffre d'affaires ; Société LES STRATIFIES SA (France), 25 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Dans le secteur de la Plasturgie, les salariés subissent la même dictature des choix financiers, comme à GRAND PERRET, BOURBON Industrie, PLASTIC OMNIUM, FAURECIA...

Partout, les salariés devraient subir des pertes de pouvoir d'achat qui auraient pour conséquences, non seulement un recul de leur niveau de vie, mais aussi des répercussions sur les carnets de commandes des entreprises, donc sur l'emploi en France.

La FNIC CGT condamne avec fermeté ces rapaces industriels qui, tout en dégagant des millions d'euros de cash-flow, veulent ponctionner les fonds des caisses des ASSEDIC, l'argent des privés d'emplois.

Il y a urgence à revaloriser le travail, les richesses qu'il crée !

C'est le sens du combat mené par les salariés de GOODYEAR avec la Fédération qui viennent de gagner l'annulation du PSE.

Augmenter les salaires, investir dans le progrès social, c'est s'engager pour redynamiser la croissance par la consommation, donner confiance à l'ensemble des salariés consommateurs dans le pays.

Il y a urgence à définir une politique industrielle dégagée des lobbies financiers qui garantisse la pérennité de nos sites industriels, des emplois, des équilibres économiques et sociaux dans les territoires.

Montreuil, le 27 novembre 2008